

Communiqué du bureau national du POI - 25 avril 2022

Au lendemain du second tour de la présidentielle Législatives : ensemble, unis, pour les candidats Union populaire, on y va à fond !

Malgré le matraquage, les discours menaçants et culpabilisants qui, dès l'issue du premier tour, se sont abattus sur les électeurs, malgré les injonctions des principaux représentants des partis de gauche et de droite, désormais laminés, à voter Macron, 28 % des électeurs ne se sont pas déplacés. 8,5 % des votants ont choisi le vote blanc ou nul. Si on additionne les abstentionnistes, les blancs et nuls, près de 17 millions d'électeurs, plus du tiers du corps électoral, ont refusé la logique infernale dans laquelle on prétendait les enfermer.

Ce fait majeur s'inscrit dans le prolongement de l'immense colère qui s'est exprimée au premier tour de la présidentielle contre Macron, contre ce régime, ces institutions, pour les balayer, pour les dégager.

Au premier tour, près de 8 millions de travailleurs se sont portés sur l'orientation de rupture incarnée dans cette campagne par le candidat de l'Union populaire, Jean-Luc Mélenchon.

Selon les sondages, 40 % des électeurs qui ont voté Macron l'ont fait par défaut. Macron, par ailleurs, perd 2 millions de voix par rapport à 2017.

Le Pen, quant à elle, réalise son plus haut score. Et qu'on ne vienne pas nous faire croire que la majorité des électeurs de Marine Le Pen sont tous d'« extrême-droite », voire même des « fascistes » comme on l'a entendu répéter sur les plateaux télé.

Tout le monde sait qui est l'artisan de cette situation. C'est le résultat direct de la politique de Macron qui, comme tous ses prédécesseurs, droite et gauche confondues, n'a cessé de l'alimenter pour assurer sa réélection.

Macron vient d'être réélu à la tête d'un pays profondément fracturé, d'institutions qui se décomposent à vue d'œil. Son programme est connu. Tout au long du quinquennat qui vient de s'achever, il n'a eu de cesse de s'en prendre à l'ensemble des conquêtes sociales et démocratiques de la classe

ouvrière : ordonnances organisant le dynamitage du code du travail et de tous les acquis collectifs ; marche à la privatisation de la SNCF et de tous les services publics... Depuis plus de deux ans, les décisions sont prises dans le secret du conseil de défense ; le pays est sous le coup d'un état d'urgence permanent, autorisant une accumulation de mesures liberticides sans équivalent dans l'histoire des institutions anti-démocratiques de la V^e République.

C'est cette politique qui a provoqué la révolte des Gilets jaunes, puis la puissante grève contre la réforme des retraites, contraignant Macron à reculer sur ce qui était pour lui la réforme phare de son premier quinquennat.

Aujourd'hui, Macron voudrait poursuivre et aggraver sa politique destructrice au compte du capital financier dont les sommets et les représentants ont immédiatement applaudi à sa réélection. Le Medef a salué sa victoire. Utilisant la guerre en Ukraine, il a programmé une augmentation des dépenses militaires sans précédent depuis 1945. Au même moment, alors que des millions sont déjà pris à la gorge par l'inflation et l'envolée des prix, il promet des sacrifices, des décisions difficiles. Il annonce notamment qu'il va falloir travailler plus, faire passer l'âge de départ à la retraite à 65 ans, et liquider les régimes spéciaux. Il compte organiser sur ce sujet une conférence sociale dès cet été avec l'ensemble des organisations syndicales et patronales.

Mais, d'ores et déjà, il ne peut compter sur aucun état de grâce. Son ministre de l'économie et des finances le sait : il vient de déclarer que le gouvernement n'exclurait pas d'utiliser le 49.3 pour imposer la réforme des retraites.

Les années qui viennent de s'écouler ont été marquées par de profonds mouvements de rejet et de refus. Le puissant mouvement qui s'est exprimé au

premier tour en faveur de l'orientation de rupture de l'Union populaire en est le prolongement.

L'énorme colère, la volonté de résistance qui imprègnent de larges couches de la population et de la jeunesse ne peuvent que se heurter de plein fouet à la politique destructrice que Macron va chercher à imposer par tous les moyens. Il y aura, c'est inévitable, confrontation.

Et maintenant ?

Sans perdre une minute, nous allons poursuivre le regroupement de nos forces, continuer à œuvrer ensemble au renforcement du puissant « pôle populaire » qui s'est constitué dans la campagne présidentielle. Le congrès du POI qui s'est tenu le 12 décembre 2021 a adopté une « *lettre aux abstentionnistes, à ceux qui résistent, qui en ont assez et veulent que ça change* ». Elle se concluait ainsi : « *Nous avons une certitude. Nous avons une occasion, même au travers des élections, de nous rassembler, de nous regrouper pour dire : nous sommes là, nous résistons, nous refusons, nous cherchons à regrouper nos forces en toute conscience, toute liberté de critique, pour les dégager eux et leurs institutions, pour résister, pour vivre. Et montrer ainsi la force et la puissance de ce refus, avec quoi tout le monde devra compter. En face, ils vont eux aussi se regrouper.* » Nous y sommes !

Dans quelques semaines, se dérouleront les élections législatives.

Macron et Le Pen ont intérêt à rejouer le scénario infernal du deuxième tour de la présidentielle.

Pour notre part, nous reprenons à notre compte la formule de Mélenchon : « *Macron, c'est le programme*

économique de Le Pen plus le mépris de classe ; Le Pen, c'est le programme économique de Macron plus le mépris de race ».

Bien sûr, nous savons quelle est la nature des institutions de la V^e République. Nous n'avons aucune illusion sur la place que ces institutions anti-démocratiques, confiant au chef de l'État des pouvoirs exorbitants, laissent à l'assemblée nationale réduite au rang de parlement croupion.

Ouvrir une issue conforme à la démocratie, aux intérêts de l'immense majorité, exige que ces institutions, issues du coup d'État de 1958, soient balayées.

Mais, nous savons aussi qu'un nombre important d'élus, de députés du pôle populaire, sur l'orientation de rupture portée par l'Union populaire, ouvrirait une crise formidable, une brèche béante au cœur de ces institutions. Une brèche dans laquelle les masses pourraient s'engouffrer pour imposer la convocation d'une assemblée constituante et souveraine, où le peuple définirait lui-même la forme et le contenu de la démocratie. Ce serait un puissant levier pour la lutte de classe.

Dès aujourd'hui, le POI appelle à œuvrer ensemble, avec les milliers qui d'ores et déjà se rassemblent dans l'Union populaire, à l'amplification de « *cette force immense que nous avons construite* » (Mélenchon, le 10 avril), au renforcement de ce pôle populaire.

Et aux législatives, comme à la présidentielle, tous ensemble, allons-y à fond !